



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1988/72
26 février 1988

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-quatrième session
Point 6 de l'ordre du jour

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS

Lettre datée du 26 février 1988, adressée au Président de la Commission
des droits de l'homme par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Vous avez dû apprendre par les organes d'information que les autorités sud-africaines s'étaient vu contraintes d'apporter certaines modifications à la réglementation d'exception actuellement en vigueur en Afrique du Sud, afin de restreindre les activités politiques d'organisations et d'individus qui visent à entraver la recherche d'un règlement constitutionnel évolutif en faveur de tous les groupes de population du pays.

Vous comprendrez qu'il s'agit là d'une question qui relève exclusivement de la compétence nationale du Gouvernement sud-africain. Néanmoins, pour compléter les dossiers de la Commission des droits de l'homme et du Centre pour les droits de l'homme, et sans reconnaître en aucune façon le droit de ces organes d'exprimer une opinion sur les événements en question, j'ai l'honneur de joindre à la présente les pièces ci-après :

1. Texte des modifications apportées à la réglementation d'exception et liste des organisations concernées par lesdites modifications;
2. Communiqué de presse publié par M. A. Vlok, ministre de l'ordre public de la République sud-africaine, le 24 février 1988, au Cap;

3. Texte d'un communiqué de presse publié le même jour par le Lieutenant-Général J.A. van der Merwe, de la police sud-africaine.

Les limites dans lesquelles seront appliquées ces nouvelles mesures et les raisons pour lesquelles elles ont été imposées sont clairement énoncées dans les documents susmentionnés. Le Président de l'Etat, M. P.W. Botha, a aussi expliqué que les nouvelles mesures sont destinées non pas à saper les activités des organisations concernées mais à protéger les habitants du pays contre l'intimidation.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer cette lettre ainsi que les pièces jointes comme document de la session en cours de la Commission des droits de l'homme.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent

(Signé) J.B. SHEARAR

Annexe I

NOUVEAUX REGLEMENTS CONCERNANT L'ETAT D'URGENCE : DISPOSITIONS RELATIVES
AUX ORGANISATIONS ET AUX PARTICULIERS, PUBLIEES AU JOURNAL OFFICIEL
DU 24 FEVRIER 1984

DEFINITIONS :

1. Aux fins du présent Arrêté, sauf indication contraire, un mot ou une expression dont la signification a été définie dans la réglementation concernant la sécurité a la signification que lui prête ladite réglementation; par ailleurs, on entend par :

"STRUCTURE PARALLELE",

- a) Une structure telle que mentionnée à l'alinéa A), paragraphe (VIII) ou (IX) de l'article premier de la Réglementation sur les médias, contenant la définition d'une "déclaration subversive"; et,
- b) Pour autant qu'elle n'est pas incluse à l'alinéa A), une organisation connue sous le nom de "Comité de secteur", "Comité de quartier", ou "Comité de rue" et opérant dans des zones résidentielles pour le compte de membres de groupes de population noirs ou métis, notamment en tant que structure ayant pour but de subvertir les pouvoirs des institutions ou des agents de l'Etat, ou d'une autorité locale ou de ses agents, ou d'usurper de tels pouvoirs;

"AUTORITE LOCALE",

- a) Une autorité locale telle que définie à l'article premier du Black Local Authorities Act de 1982 (loi 102 de 1982);
- b) Un organe local du gouvernement créé ou réputé avoir été créé en vertu de l'article 30 du Black Administrative Act de 1927 (loi 38 de 1927); ou
- c) Une autorité locale ou un organe administratif tels que définis à l'article premier du Local Government Bodies Franchise Act de 1984 (loi 117 de 1984);

"REGLEMENTATION SUR LES MEDIAS", la réglementation publiée par la Proclamation R.97 de 1987, telle que modifiée par les Proclamations R.123 de 1987 et R.7 de 1988;

"PRISONNIER", une personne détenue en prison

- a) En vertu d'une disposition de l'Internai Security Act de 1982 (loi 74 de 1982) ou de l'article 3 de la Réglementation concernant la sécurité;
- b) Pour purger une peine de réclusion qui lui a été infligée pour avoir commis un délit;
- c) En attendant d'être jugée pour un délit présumé;

"CAMPAGNE DE PUBLICITE", une action par laquelle des Informations sont communiquées aux membres du public ou d'une section particulière du public, notamment

- a) Le fait de prononcer des déclarations dans un lieu public (tel que défini à l'article premier de la Réglementation sur les médias) ou de toute autre manière en public ou de porte à porte;
- b) Le fait de mener des interviews avec la presse, de faire paraître des communiqués de presse ou de publier des annonces dans la presse;
- c) La publication ou la diffusion de pamphlets, de brochures ou de prospectus, l'affichage ou la diffusion de pancartes ou de vignettes autocollantes; ou
- d) La mise en circulation ou la diffusion d'enregistrements télévisés, filmés ou sonores (tels que définis à l'article premier de la Réglementation sur les médias);

"REGLEMENTATION CONCERNANT LA SECURITE", la réglementation promulguée par la Proclamation R.96 de 1987, telle que modifiée par les Proclamations R.106 de 1987 et R.23 de 1988;

"ORGANISATION ILLEGALE", une organisation qui, aux termes de l'Internal Security Act de 1982, est une organisation illégale.

"INTERDICTION"

A compter de la date de publication du présent Arrêté et sous réserve de l'article 6A(4) de la Réglementation concernant la sécurité, il est interdit par les présentes au Congrès des syndicats sud-africains de mener ou d'accomplir des activités ou des actes de la nature, de la catégorie ou du type suivants, à savoir :

- a) Le fait de solliciter un appui auprès de membres du public ou de membres d'une section du public (y compris les actes consistant à présenter des appels ou des requêtes au gouvernement) au moyen de campagnes de publicité, en vue de :
 - i) la restitution du statut d'organisation légale à une organisation illégale;
 - ii) la relaxation d'un prisonnier ou de prisonniers appartenant à une catégorie de prisonniers;
 - iii) la suspension, la remise, la réduction ou la non-application d'une peine infligée à une personne pour avoir commis un délit; ou
 - iv) l'abolition d'une autorité locale ou d'autorités locales faisant partie d'une catégorie d'autorités locales.
- b) Le fait de susciter, au moyen de campagnes de publicité, une opposition parmi les membres du public ou d'une section du public,

- i) à la détention d'une personne, ou de personnes faisant partie d'une catégorie de personnes, en vertu des dispositions des articles 28 ou 29 de l'Internal Security Act de 1982 ou de l'article 3 de la Réglementation concernant la sécurité, ou à l'égard du système de détention prévu dans ces dispositions;
- ii) au système d'administration locale tel qu'il est appliqué dans la République; ou
- iii) à toutes négociations ou propositions de négociations auxquelles le gouvernement est partie ou est susceptible de l'être, concernant une nouvelle dispense constitutionnelle au bénéfice de la République.

Le fait d'appeler, d'encourager ou d'inciter les membres du public ou d'une section du public, au moyen de campagnes de publicité,

- i) à boycotter l'élection d'une autorité locale ou à ne pas y participer, ou à commettre tout autre acte ayant pour objet d'empêcher, de ne pas faire aboutir ou d'entraver une telle élection;
- ii) à observer un jour particulier
 - aa) pour commémorer ou célébrer la création d'une organisation illégale ou d'une organisation expressément visée par l'Affected Organizations Act de 1974 (loi 31 de 1974);
 - bb) pour commémorer ou célébrer un événement de l'histoire d'une organisation telle que mentionnée à l'alinéa aa) qui a une importance ou une autre signification pour ladite organisation;
 - ce) pour commémorer ou célébrer un incident survenu durant une émeute, des violences publiques ou des troubles, ou un rassemblement de protestation, ou un défilé de protestation qui a eu lieu à un moment ou à un autre dans la République, ou un événement qui s'est produit au cours d'un tel incident, rassemblement ou défilé;
 - dd) pour commémorer le décès d'une personne ou de personnes faisant partie d'une catégorie de personnes; ou
 - ee) en l'honneur d'un prisonnier ou de prisonniers faisant partie d'une catégorie de prisonniers; ou

La création, l'établissement, la propagation, le financement, l'organisation, l'administration ou l'exploitation de structures parallèles;

Toute intervention ou ingérence dans les affaires ou les fonctions d'une autorité locale, ou le fait d'appeler, au moyen de campagnes de publicité, les membres du public ou d'une section du public à intervenir ou à s'immiscer dans les affaires ou les fonctions de ladite autorité locale;

Le fait d'engager, d'encourager ou d'inciter

- i) une personne qui mène des activités commerciales dans la République ou avec des personnes établies dans la République, à retirer ses investissements de la République ou à cesser d'une autre façon de mener des activités dans la République ou avec des personnes établies dans la République;
 - ii) le gouvernement d'un autre pays à instituer ou à appliquer des mesures punitives de nature commerciale, économique ou autre contre la République ou à rompre ou à restreindre des relations diplomatiques ou autres avec la République; ou
 - iii) une personne établie à l'extérieur de la République à résilier, suspendre ou rompre une affiliation ou des liens avec une personne, une organisation ou un organe établi à l'intérieur de la République;
- g) La préparation, l'organisation, la propagation ou la tenue de rassemblements publics au cours desquels l'un quelconque des éléments qui font l'objet du présent Arrêté est recommandé, encouragé, propagé, examiné, préconisé ou favorisé.

Les organisations concernées par les présentes modifications sont les suivantes :

Azanian People's Organisation
Azanian Youth Organisation
Cape Youth Congress
Cradock Residents Association
Detainees Parents Support Committee
Detainees Support Committee
National Education Crisis Committee
National Education Union of SA
Port Elizabeth Black Civic Organisation
Release Mandela Committee
Soweto Civic Association
Soweto Youth Congress
South African National Students Congress
South African Youth Congress
United Democratic Front
Vaal Civic Association
Western Cape Civic Association

Annexe II

COMMUNIQUE DE PRESSE DE M. ADRIAAN VLOK, MEMBRE DU PARLEMENT, EN SA QUALITE DE MINISTRE DE L'ORDRE PUBLIC : LE CAP, 24 FEVRIER 1988

Le Gouvernement sud-africain est résolu à prendre toutes les mesures raisonnables propres à assurer la sécurité de la population et le maintien de l'ordre public, pour tenter de mettre fin à l'état d'urgence.

Suivant un phénomène répandu à l'échelle mondiale, les révolutionnaires et activistes, outre l'accomplissement d'actes de terreur et de violence, se spécialisent aussi dans d'autres activités tendant à rendre les pays ingouvernables. L'Afrique du Sud n'a pas été épargnée par ces tentatives.

Il existe, en République sud-africaine, des organisations et des personnes qui persistent à vouloir établir, maintenir et favoriser un climat révolutionnaire. L'application des règlements relatifs à l'état d'urgence et les actions des forces de sécurité ont permis dans une certaine mesure d'enrayer cette violence. Les révolutionnaires et activistes, comprenant que la confrontation armée et la révolution violente étaient vouées à l'échec en République sud-africaine, ont élaboré diverses autres stratégies afin de réaliser leurs desseins. Ces activités consistent notamment à encourager la désobéissance civile et la révolte, à créer des structures révolutionnaires parallèles visant à remplacer les structures gouvernementales existantes, à perturber l'économie et à lancer des campagnes qui s'accompagnent souvent de violences et d'intimidation ou qui donnent lieu à des violences. Les activités de ces organisations et de ces personnes non seulement menacent la sécurité de la population ou le maintien de l'ordre public, mais aussi forment obstacle à l'abrogation de l'état d'urgence.

Le Président de l'Etat a promulgué ce jour une réglementation portant modification des règlements existants relatifs à l'état d'urgence afin qu'il soit possible de restreindre les activités d'organisations et d'individus. Après un examen approfondi des renseignements à ma disposition, j'ai décidé de prendre l'arrêté tel que promulgué au Journal officiel à l'égard desdites organisations.

Il convient de souligner que le Gouvernement sud-africain ne souhaite pas interdire toutes les activités des organisations concernées, mais tient seulement à interdire celles qui mettent en péril la sécurité de la population, le maintien de l'ordre public ou l'abrogation de l'état d'urgence

Nonobstant l'arrêté pris en vertu des règlements susmentionnés à l'égard des activités d'une organisation, ladite organisation demeure autorisée à :

- conserver ses actifs,
- tenir ses comptes et registres à jour et remplir les fonctions administratives s'y rattachant,
- s'acquitter d'une obligation qui lui est imposée par la loi ou en vertu de la loi ou par un tribunal,
- faire appel à un conseiller juridique ou ester en justice.

Les règlements prévoient par ailleurs qu'une organisation visée par un tel arrêté peut s'adresser à moi pour requérir l'autorisation de poursuivre certaines activités qui ne mettent pas en danger la sécurité de la population, le maintien de l'ordre public ou l'abrogation de l'état d'urgence.

En outre, en vertu de ces règlements, des mesures peuvent être prises à l'encontre de certaines personnes afin de restreindre leurs activités sans pour autant les mettre en détention.

Je tiens enfin à indiquer que je suis convaincu que l'application de ces règlements contribuera à l'instauration d'un climat de stabilité, de coexistence pacifique et de bon voisinage entre tous les groupes de population de la République sud-africaine.

Annexe III

COMMUNIQUE DE PRESSE DU LIEUTENANT-GENERAL JOHAN VAN DER MERWE, DE LA POLICE SUD-AFRICAINE : PRETORIA, 24 FEVRIER 1988

1. Les révolutionnaires et activistes, comprenant que la confrontation armée et la révolution violente étaient vouées à l'échec en République sud-africaine, appliquent diverses autres stratégies pour tenter d'atteindre leurs objectifs. Ces stratégies visent notamment à :

- 1.1 Mobiliser les masses, en ayant recours à la violence, à l'intimidation, aux atteintes à la propriété et/ou à des campagnes émotionnelles qui consistent entre autres à lancer des appels aux fins de promouvoir des objectifs révolutionnaires. Dans ce contexte, des thèmes propres à sensibiliser les esprits sont mis à profit;
- 1.2 Rendre la République sud-africaine ingouvernable;
- 1.3 Présenter au gouvernement des revendications impossibles;
- 1.4 Détruire les structures gouvernementales existantes et les remplacer par des structures parallèles;
- 1.5 Instituer des boycottages, des grèves illégales, des campagnes d'absentéisme et à faire de la propagande concernant l'application de mesures coercitives globales et obligatoires contre la République sud-africaine dans le but de perturber l'économie et d'isoler le pays.

2. Il est de notoriété publique que le Parti communiste sud-africain (SACP) et l'African National Congress (ANC) s'efforcent de renverser par la violence le Gouvernement sud-africain.

3. La prétendue "guerre du peuple" préconisée par le SACP/ANC à l'encontre de l'Afrique du Sud repose, suivant les propres mots de ses instigateurs sur quatre "piliers". Le 8 janvier 1986, le Président de l'ANC, Oliver Tambo, a décrit ces quatre piliers comme suit :

"La principale conclusion que nous devrions tirer de l'état de choses actuel est que, par nos sacrifices, nous avons préparé les conditions qui nous permettront ensuite de transformer cette situation en une position dans laquelle il nous sera possible d'arracher le pouvoir à l'ennemi. Ainsi, la tâche centrale à laquelle est confronté l'ensemble du mouvement démocratique consiste à garder l'initiative jusqu'à ce que nous ayons émancipé notre pays. Nous devons nous en acquitter en passant à l'offensive sur tous les fronts, sans relâche et avec vigueur. Il nous faut mener la lutte en ayant à l'esprit un objectif précis, une vision bien déterminée de nos buts tant stratégiques que tactiques, afin de pouvoir déployer et utiliser au mieux nos forces.

La victoire exige que nous continuions- aussi à oeuvrer en faveur de l'unité la plus large possible de tous nos contingents combattants et du mouvement démocratique, et en vue d'une conception coordonnée des quatre piliers de notre lutte.

Notre but stratégique doit être de modifier de manière décisive l'équilibre des forces au profit de notre lutte, en faisant mûrir la situation révolutionnaire au-delà du point où le régime n'est pas capable d'exercer le pouvoir comme autrefois, pour atteindre le stade où il est en fait incapable de gouverner. Ainsi, nous devons continuer de nous appliquer à rendre l'Afrique du Sud ingouvernable et l'apartheid impraticable. Dans l'attaque, notre but doit être en outre d'affaiblir de manière radicale le régime de Botha, de saper sa force, de lui ôter même la capacité de lancer une contre-offensive limitée.

Dans le même temps, au cours de notre marche, nous devons rassembler nos forces en une grande armée unie de libération toujours plus redoutable, en une armée dont la puissance doit continuellement s'accroître, qui soit capable de porter et qui porte effectivement des coups toujours plus forts à chaque étape, et qui mène la lutte en tant que force consciente, en s'attachant fermement à l'objectif qui consiste à détruire le régime d'apartheid et à transférer le pouvoir au peuple."

4. Le 8 janvier 1988, Tambo a déclaré :

"La lutte armée constitue le fer de lance de notre offensive générale, un élément crucial de notre réponse à la violence du régime raciste; nous devons élever le niveau de cette lutte de manière décisive, entraîner les masses populaires vers un véritable combat et réaliser notre objectif, qui est de transformer nos actions armées en guerre du peuple."

5. Les quatre "piliers" sur lesquels repose la stratégie de l'ANC peuvent être résumés comme suit :

5.1 Lutte armée contre la République sud-africaine;

5.2 Mobilisation des masses dans le pays;

5.3 Efforts tendant à rendre la République ingouvernable et création de structures parallèles; et

5.4 Isolement de la République sud-africaine au niveau international.

6. Il importe de se rappeler que la mise en place de prétendues organisations démocratiques de masse fait partie intégrante de l'assaut révolutionnaire lancé par l'ANC et le SACP contre la République. Dans ce contexte, les remarques ci-après, formulées par Tambo à propos d'organisations qui jouent un rôle actif en Afrique du Sud, ont de l'importance :

6.1 "Dans de nombreuses parties de notre pays, nous avons déjà accompli des progrès considérables en vue de l'établissement de ces bases révolutionnaires de masse. Nous avons détruit de nombreux organes dont l'ennemi disposait pour appliquer le régime d'apartheid. Les masses populaires ont joué un rôle essentiel dans ce processus en tant que participants actifs dans la lutte menée en faveur de leur propre libération. Nous avons aussi réussi à créer des organisations

démocratiques de masse qui vont des comités de rue au COSATU (Congrès des syndicats sud-africains), à l'UDF (United Democratic Front), au NBCCA et aux organes qui leur sont affiliés, et d'autres formations démocratiques" (janvier 1987).

"Nous saisissons aussi, en particulier, cette occasion pour exprimer notre très vive satisfaction devant la création du Congrès des syndicats sud-africains. Nous transmettons à ses dirigeants, aux syndicats qui lui sont affiliés et à leurs membres les salutations révolutionnaires des cadres de l'ANC, tant à l'intérieur qu'en dehors des geôles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre pays, ainsi que celles de tous nos membres" (janvier 1986).

"Au cours de la période à venir, la contribution révolutionnaire de la classe ouvrière à la lutte commune aura une importance encore plus grande que dans le passé. Les travailleurs devront accroître leur degré de participation dans toutes les sphères de notre lutte, aussi bien sur le lieu de travail qu'au niveau de la communauté, et dans le cadre de la confrontation aussi bien politique que militaire. Pour être mieux à même d'accomplir ces tâches nous devons continuer de nous appliquer d'arrache-pied à former et à renforcer le mouvement syndical démocratique. Les travailleurs non organisés doivent être intégrés dans le mouvement syndical et tous les syndicats organisés devraient s'unir sous l'égide du COSATU" (janvier 1987).

"Sur le plan organisationnel ce renforcement de l'unité s'est traduit par le développement de cette arme puissante dont disposent les travailleurs de notre pays à savoir le Congrès des syndicats sud-africains et des organismes qui lui sont affiliés. Les progrès accomplis dans l'application du principe 'une industrie, un syndicat', dans l'intégration de travailleurs toujours plus nombreux dans les syndicats affiliés au COSATU et dans l'adoption d'une charte de la liberté en tant que perspective commune de notre classe ouvrière, sont autant de victoires importantes qui permettent de cimenter et de consolider l'unité entre les travailleurs" (janvier 1987).

Tambo a tenu les propos suivants concernant l'UDF :

"Ce produit remarquable de l'initiative créatrice des masses populaires en lutte qu'est l'UDF a été en butte à la futile attaque terroriste lancée par le régime de Botha/Malan/Coetzec pour faire échouer notre offensive de masse et éliminer nos organisations démocratiques. La menace de l'interdiction pèse encore aujourd'hui sur l'UDF. Pourtant nous sommes convaincus qu'ayant survécu et au-delà à l'assassinat et à l'emprisonnement de ses dirigeants, au meurtre perpétré de sang-froid de ses partisans, à l'interdiction de ses réunions, etc., l'UDF triomphera de toutes les tentatives faites par l'ennemi pour l'anéantir. La pratique a amplement démontré que les masses en lutte de notre pays ont besoin de l'UDF en tant qu'instrument permettant de poursuivre, de faire progresser et d'approfondir notre action unie.

Nous saluons tous ses dirigeants, ses organisations affiliées, ses membres et ses partisans. Nous rendons hommage à tous ceux de ses dirigeants et activistes qui sont en prison et ceux qui font l'objet

d'accusations forgées de toute pièce, parmi lesquelles la trahison, le meurtre et la violence publique. Nous appelons notre peuple à soutenir ces patriotes" (janvier 1986).

"L'alliance pour la libération nationale dirigée par l'ANC ne sera en mesure de guider l'UDF que si nous disposons de nos propres structures clandestines à l'intérieur de l'UDF. Ces structures doivent être utilisées avec habileté afin de donner à l'UDF des orientations correctes et, surtout, de définir la tâche qui incombe au front" (janvier 1987).

8. Education

"L'école, le collège ou l'université est pour nous davantage qu'un lieu d'enseignement de type scolaire. C'est aussi notre point de rassemblement, le lieu où nous rallions nos forces, où nous les organisons, où nous avons l'occasion de communiquer un programme. Nous devons combattre l'ennemi pour obtenir le droit d'être dans nos établissements d'enseignement respectifs, à l'intérieur desquels nous devrions bâtir et organiser nos structures démocratiques et introduire le système d'éducation populaire qui est un élément décisif dans l'avenir de notre pays et de notre peuple.

Retourner à l'école doit donc être considéré comme un acte révolutionnaire qui nous permet d'être mieux en mesure de faire progresser la lutte en faveur d'une éducation populaire dans une société où nous, le peuple, gouvernerons" (janvier 1987).

"Le secteur de l'éducation demeure l'un des terrains essentiels de notre lutte. La victoire de la perspective démocratique et non raciale sur ce terrain d'action exige entre autre que les éducateurs eux-mêmes, les enseignants en poste dans les écoles, les universités et d'autres établissements d'enseignement supérieur soient organisés en formations démocratiques, qui poursuivent d'une manière consciente et systématique l'objectif de l'éducation populaire en donnant tout son sens à cette notion" (janvier 1988).

Enfin, il convient de faire remarquer que ces règlements additionnels d'urgence permettront aux forces de sécurité d'assurer plus efficacement la sécurité de la population et le maintien de l'ordre public.